

De l'interprétation subjective des résultats de PISA

Olivier Maradan, secrétaire général adjoint de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), s'interroge sur l'auto-flagellation et la déconsidération des Suisses face à leur école publique.

La bonne médiocrité helvétique ! Le mot, lâché avec une douteuse ironie par un directeur d'instruction publique, trouve écho dans plusieurs médias, essentiellement lémaniques, au lendemain de la présentation des résultats cantonaux de l'enquête PISA 2003. *Bonnet d'âne, cancre, peut mieux faire ...* le réservoir des bonnes vieilles caricatures coule à flot. N'est-elle pas tout de même étrange, interrogeante et proprement helvétique, cette tendance à préférer d'emblée les jérémiades aux analyses objectives.

La participation de la Suisse au Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA), conduit par l'OCDE depuis le début du présent siècle, a constitué une révolution en termes de transparence apportée au système scolaire. Avec la publication des premiers résultats en décembre 2001, la Suisse s'offrait de comparer avec une trentaine d'autres pays certains indicateurs de performance au terme de la scolarité obligatoire, sur la base d'une poignée de compétences ciblées. Bien que plusieurs autres études scientifiques nous aient précédemment déjà informés de l'efficacité de l'apprentissage de la lecture ou de l'enseignement des mathématiques, la présentation d'un classement international procurait à la publication de PISA 2000 une médiatisation inégalée. Tout au moins dans certains pays.

Avec l'exercice 2003, centré sur des compétences en mathématiques, ce même souci de transparence est accentué. Car, pour la première fois, un rapport national permet de comparer entre eux douze cantons issus des trois régions linguistiques et représentant ensemble les trois-quarts de la population suisse. Paradoxalement, le danger de telles études transversales réside dans la perte de repères et de relativisme dans l'opinion publique, alors que la finalité même de PISA est de fournir aux autorités de pilotage des systèmes scolaires un cadre - certes très partiel - de référence pour le développement de compétences clés. Quelques rappels :

- Après PISA 2000, le mythe de l'arbalète scolaire made in Switzerland se lézarde. Le pays du « y'en a point comme nous » se retrouve, avec tous ses voisins directs, dans le deuxième groupe de pays et non dans le premier sur l'échelle de PISA. On se croirait à Bormio. En termes absolus, la Suisse est au milieu des 31 pays examinés en ce qui concerne les compétences testées en lecture. La pilule est amère, mais sans doute salutaire, mettant en exergue diverses faiblesses et inégalités de notre système scolaire. On commence à considérer différemment certaines questions de gestion de l'école et de prise en charge des « populations scolaires à risques ».
- On devrait se rassurer avec la publication, le 7 décembre dernier, du rapport international PISA 2003. En mathématiques, la Suisse est cette fois nettement au-dessus de la moyenne des 40 pays ayant participé. Seuls trois états (Hong Kong, Finlande et Corée) se distinguent statistiquement d'un deuxième groupe, dans laquelle la Suisse est bien placée, avec le Liechtenstein mais sans ses autres voisins directs. L'écoute des journaux télévisés le soir même comme l'examen du volumineux dossier de presse collationné par l'OCDE au cours des jours suivants s'avèrent savoureux : les propos vont de l'autosatisfaction (par exemple en France) à l'auto-flagellation (par exemple en Suisse), sans grand souci d'objectivité quant aux résultats effectifs.

- Le 2 mai enfin, l'Office fédéral des statistiques et la CDIP annoncent les scores spécifiques de douze cantons et du Liechtenstein. Après que les résultats de 8'420 élèves helvétiques de 15 ans aient pu être comparés à ceux de plus de 260'000 de leurs contemporains de par le monde, une analyse plus approfondie est possible pour 21'300 élèves suisses fréquentant la 9^e année. Peu de pays s'offrent ce luxe, qui pourrait être déstabilisant. Il nous paraît nécessaire et courageux dans un système fédéraliste. Une nuance cependant : le nombre d'années de scolarité est souvent plus élevé à l'étranger pour des élèves de 15 ans et une variation d'âges est possible si l'on examine la dernière année de scolarité. En regard de la moyenne OCDE stabilisée à 500 points, les élèves suisses de 15 ans atteignent la moyenne de 527 points et ceux de 9^e année une moyenne de 537, soit le 5^e rang international si l'on s'en réfère malgré tout au ranking du rapport de l'OCDE.

Ceci nous conduit à contester fondamentalement la mention de médiocrité colportée notamment par Le Temps en couverture de son édition du 3 mai. Nonobstant la nuance « 15 ans versus 9^e année scolaire », les moyennes de mathématiques fribourgeoise (553), st-galloise et thurgovienne (551) dépassent celle de Hong Kong (550), Valais (549) et Argovie (544) coupent la priorité à la Finlande et la Corée, les Tessinois (510) et Genevois (508) côtoient les adolescents français (511) et suédois (509) et font mieux que leurs copains autrichiens, allemands et irlandais, tous encore au-dessus de la moyenne des 40 pays de l'OCDE concernés. N'aurait-on pas hâtivement dramatisé les éditoriaux, ce d'autant que l'origine socio-culturelle des populations scolaires testées est loin d'être comparable ?

Ce qui fascine le plus dans l'usage des résultats de PISA s'avère finalement la réaction immédiate des multiples apprentis '*pisaiollos*', étirant la pâte et saupoudrant leurs commentaires à l'emporter. On balance entre l'opportunisme politique et le populisme idéologique lorsqu'il s'agit, selon sa position, de défendre ou d'attaquer l'Ecole. Le pire de PISA serait de n'en voir que l'effet de podium, le plus intéressant serait de trouver des explications validées permettant de comprendre les raisons d'une meilleure efficacité. Sur ce plan, force est d'avouer notre déception suite aux premières analyses des résultats 2003. Hormis une combinaison de critères connus liés aux plans d'études et grilles-horaires, aux taux d'hétérogénéité et d'origine socio-culturelle de la population scolaire et aux représentations mentales de la discipline (notamment entre sexes), pas d'évidences, aucune certitude ! Sauf une conviction qu'une telle étude ne saurait prouver : si l'on connaît suffisamment bien les pays, respectivement les cantons obtenant les résultats les plus probants, force est de constater qu'il y règne un respect beaucoup plus grand de l'institution scolaire. La certitude d'avoir à investir dans la formation, à confier celle-ci à du personnel très qualifié et estimé, à veiller à un climat de travail harmonieux dans les établissements comme dans le débat public, à tenir l'évolution et l'amélioration permanente du système sous un regard critique ouvert et constructif constitue bien leur principale caractéristique commune. Force est donc également de déplorer la pollution actuelle du discours commun sur l'Ecole, réduit à un combat entre extrémistes ayant pour la plupart perdu tout sens de la mesure et s'étouffant dans des slogans simplistes. Le fait que de nombreux médias prêtent complaisamment leur antenne ou leurs colonnes aux ultras de tous bords contribue hélas à saper l'efficacité de l'institution scolaire, laquelle ne saura jamais se passer de l'intelligence critique que peut apporter un débat approfondi et pluraliste. Hélas, ce que l'on doit aujourd'hui qualifier de médiocre est bien le débat public mené sur l'Ecole. Nous en sommes tous responsables.

Olivier Maradan, le 5 mai 2005